Un projet destiné à réduire l'empreinte carbone de l'agriculture

Grâce à ses conseils personnalisés, à ses mesures concrètes et à sa plateforme de financement, AgroImpact se veut une alliance pionnière au service des agriculteurs qui tendent vers une transition écologique. Explications.







L'exploitation de Guy et Yvonne Humbert surplombe le lac Léman.

archissy, charmante bourgade vaudoise située au pied du Jura. C'est ici que s'étend, à perte de vue, le vaste domaine de Guy Humbert. À partir d'avril, au moment de la floraison de ses semis de colza, une partie de ses 43 hectares de terres se pare d'un jaune solaire. Outre ces oléagineux, l'agriculteur y cultive des tournesols et du blé (92 tonnes par année, colza compris) et y élève près de 65 bovidés (pour une production annuelle de

12 tonnes de viande), qui permettent de valoriser les surfaces herbagères.

De par la nature de ses activités, l'empreinte carbone de son exploitation est assez élevée – près de 1439 tonnes équivalent CO2, soit quelque 7 millions de kilomètres en voiture.

«On sait que l'agriculture induit beaucoup d'émissions, mais elle tient un rôle central, puisqu'elle nous nourrit, contrairement à d'autres sources de pollution anthropiques, comme le trafic aérien, rétorque l'agriculteur. On oublie aussi trop souvent qu'il s'agit d'une des rares activités humaines qui permette de stocker des émissions dans le sol.» Une donnée qui est précisément prise en compte dans le projet AgroImpact, une association intercantonale unique désireuse de promouvoir une agriculture décarbonée.

Une centaine d'exploitations

Raison pour laquelle Guy Humbert a accepté d'y adhérer en 2022 en tant qu'exploitation pilote, comme dix-neuf autres de ses confrères vaudois. «J'avais de bons contacts avec Prométerre, à l'origine de ce projet», explique-t-il. Piloté depuis le canton de Vaud, AgroImpact regroupe producteurs, chambres d'agriculture, industriels, associations environnementales et autorités locales. «Nous avons débuté en Suisse romande, et plus particulièrement dans le canton de Vaud,

> car les plans climat cantonaux y sont plus avancés qu'outre-Sarine», indique Aude Jarabo, sa directrice. Aujourd'hui, quelques mois seulement après l'ouverture des inscriptions, une centaine d'agriculteurs ont franchi le pas. «Hormis les exploitations pi-

lotes, la plupart d'entre elles en sont au stade du diagnostic du bilan des émissions, dont le coût peut être pris en charge dans certains cantons, souligne Aude Jarabo. L'étape suivante, pour ceux qui poursuivent la démarche, consiste à choisir et à mettre en place des leviers d'action.»

Réduire les fertilisants

En sa qualité de précurseur, Guy Humbert est entré dans cette phase-là. Objectif:

«L'agriculture joue un rôle central pour notre alimentation.»

Guy Humbert, agriculteur

baisser de 13 % son empreinte carbone. Sur la liste des actions personnalisées qu'on lui a conseillé de réaliser au terme du bilan, il a déjà arrêté le déchaumage avant colza, implanté un couvert végétal entre le colza et les céréales, ou encore ajouté dans la ration affouragée, cinq mois dans l'année, du Bovaer, un additif qui réduit les émissions de méthane de ses bovins.

Et il s'apprête à débuter la vaccination de son troupeau pour diminuer les pertes de veaux, ainsi qu'à réduire les apports de fertilisants azotés de synthèse sur le colza.

Pour certains de ses confrères, ces adaptations passent par un rallongement de l'espérance de vie du bétail, une réduction du labour ou le recours aux énergies renouvelables, notamment grâce à des panneaux solaires.

Des mesures qu'il faut, évidemment, être capable de financer... «Les frais liés au sol me seront remboursés par des aides du plan climat cantonal, alors que le reste (vaccinations...) des dépenses sera supporté par la plateforme de financement AgroImpact», détaille Guy Humbert. «Notre plateforme est un véritable outil économique, soutenu à hauteur d'un million par l'État de Vaud», poursuit la directrice d'AgroImpact. Elle permet d'une part d'obtenir des attestations, d'autre part d'attribuer des soutiens cantonaux et de redistribuer de manière équitable les fonds complémentaires récoltés auprès de mécènes et d'industriels.

Primes payées par Nestlé

«L'idée est que ces derniers achètent des matières premières à ces fermes en s'engageant à donner aux agriculteurs, par le biais de la plateforme, une prime climat pour améliorer leur bilan carbone», explique Aude Jarabo. C'est, par exemple, ce qu'a accepté de faire Nestlé. Cette entreprise versera cette prime à l'ensemble des exploitations agricoles du pays qui la fournissent en matières premières agricoles (lait, blé, betterave et huile de tournesol) via la plateforme. De quoi mettre un peu de baume au cœur à un secteur soumis à de fortes pressions. ■

Inscriptions www. agroimpact.ch. Après l'inscription, un devis gratuit est envoyé.

INTERVIEW

«Cette association est unique de par les acteurs réunis et son ambition»

ourquoi le WWF est-il partie prenante dans ce projet? Benoît Stadelmann: Car l'idée développée en commun consiste à promouvoir la transition agricole et la diminution de l'empreinte climatique de l'agriculture dans le cadre d'un suivi scientifique rigoureux et transparent, et non d'une compensation alibi de crédit carbone. Il s'agit de la première collaboration importante entre des ONG environnementales et le milieu agricole suisse. Aujourd'hui, il est primordial de dialoguer avec ce secteur, de trouver, ensemble, des solutions d'avenir pour le climat et la biodiversité. L'agriculture n'est pas le problème, mais la solution.

Est-ce facile d'avoir une gouvernance partagée?

Benoît Stadelmann: Dans cette structure, tous les membres du comité ont le même poids. Notre objectif est identique: soutenir une agriculture durable pour le climat, les sols et la biodiversité. Dans ce cadre, chaque acteur apporte son expertise afin de développer des solutions communes faisant sens pour tous.

Quelle est la plus grande force de ce projet?

Benoît Stadelmann: D'être parvenu à avoir autant d'acteurs différents (chambres d'agriculture, distributeurs et transformateurs, chercheurs...) autour de la même table, d'avoir une transparence totale grâce à un registre public des transactions et de soutenir financièrement les agriculteurs dans la mise en œuvre de vraies mesures permettant de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et de préserver la biodiversité. Les diagnostics et suivis proposent une vraie lecture et analyse de l'évolution de l'exploitation.



«L'agriculture n'est pas le problème, mais la solution.»

Benoît Stadelmann

Comment se développera AgroImpact?

Benoît Stadelmann: Nous souhaitons attirer le plus d'agriculteurs et de financements possibles, afin de nous étendre sur l'ensemble du territoire helvétique et créer une véritable dynamique de transition. Actuellement, nous axons surtout sur le sol et les émissions carbone, mais nous sommes déjà en train d'agréger un deuxième indicateur sur la biodiversité qui viendra s'ajouter à la méthodologie. Puis il y en aura d'autres, par exemple liés à l'eau et à l'énergie.

Interview réalisée par Frédéric Rein

Benoît Stadelmann, responsable du département Communautés et projets pour la nature en Suisse romande du WWF Suisse